

ASSEMBLEE NATIONALE

INTERVENTION EN SEANCE LE 3 MAI 2011

M. le président. La parole est à M. Yves Vandewalle.

M. Yves Vandewalle. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, la dette publique de la France, pour la plus grande part étatique, a explosé depuis la fin des années soixante-dix, pour atteindre 1 600 milliards d'euros, soit plus de 80 % du PIB, en 2010. C'est le fruit de déficits budgétaires continus depuis 1975, le fruit de la facilité, car ce sont surtout des dépenses de fonctionnement qui ont été financées par l'emprunt.

Nous avons pris l'habitude de vivre à crédit, mais les arbres ne montent pas jusqu'au ciel. Le service de la dette est désormais le premier poste de dépense budgétaire de l'État, dans un contexte pourtant exceptionnellement favorable puisque les taux d'intérêt sont historiquement bas et que la France jouit encore de la confiance des investisseurs avec un triple A.

C'est dire s'il est temps de changer de politique, car nous sommes à la merci d'une crise de confiance qui ferait brutalement remonter nos taux d'intérêt, à l'instar d'autres pays européens qui en font la dure expérience, comme la Grèce, l'Irlande et, tout récemment, le Portugal dont l'autonomie de décision et la souveraineté ont été mises à mal. De quoi menacer sérieusement notre modèle social.

En fait, nous avons redécouvert la contrainte extérieure que l'on croyait disparue avec l'euro, avec la crise des dettes souveraines. L'un des moyens de desserrer cette contrainte, c'est de redresser la balance commerciale au moyen de la réindustrialisation du pays car les échanges mondiaux sont bel et bien encore dominés par les produits industriels. Nos industries aérospatiales en donnent un bel exemple avec un excédent de 18 milliards d'euros en 2010.

Même sans crise de confiance, nous sommes vulnérables à une augmentation tendancielle des taux d'intérêt mondiaux qui sont aujourd'hui très bas. Une remontée des taux obérerait rapidement toute marge de manœuvre budgétaire.

M. Michel Vergnier. Quelle marge ?

M. Yves Vandewalle. N'oublions pas que les deux tiers de la dette de l'État sont détenus par des non-résidents, des banques européennes, des banques centrales d'Asie, des fonds souverains du Golfe, des fonds de pension des États-Unis, etc. Bref, nous le savons tous, le temps de la facilité est révolu et la recherche de l'équilibre budgétaire est devenue un impératif qui s'imposera demain à tous les responsables politiques quels qu'ils soient.

Pour le faire, nous avons, en théorie, le choix entre deux leviers : agir sur les recettes ou sur les dépenses.

Augmenter les recettes serait une grave erreur, car le poids des prélèvements obligatoires est déjà très élevé dans notre pays et les classes moyennes seraient encore une fois les plus pénalisées. Le programme du Parti socialiste propose d'augmenter les recettes de 50 milliards d'euros sur la mandature, soit l'équivalent tout de même d'une année d'impôts sur le revenu. Ce n'est pas rien. C'est dire l'importance du matraquage fiscal qui attend les Français si le Parti socialiste devait

remporter la prochaine élection présidentielle, matraquage fiscal qui réduira d'autant le pouvoir d'achat, donc le dynamisme de la consommation, moteur essentiel de l'économie.

M. Michel Vergnier. Vous êtes un spécialiste, peut-être ?

M. Yves Vandewalle. L'objectif, doit être non pas l'augmentation des impôts mais plus de justice fiscale et plus de compétitivité pour les entreprises.

Il reste donc à réduire les dépenses en ménageant deux priorités : les actions régaliennes de l'État et la croissance économique pour créer de l'emploi. L'effort à accomplir est considérable et le programme du Parti socialiste nous aide à en mesurer l'ampleur puisqu'il propose de réduire l'endettement de 5 milliards par an quand le déficit prévu cette année est supérieur à 90 milliards. Cet effort est clairement insuffisant pour inverser sérieusement la tendance.

La solution est ailleurs et de plus long terme. Il faut simplement remettre la charrue avant les bœufs (*Rires et exclamations*) et placer le développement économique au cœur de nos politiques publiques. Le dévoiement de notre modèle social depuis trente ans a mis le pays en échec, comme le montre notre faible taux de croissance qui est de 1,2 % en moyenne sur la dernière décennie, alors que la plupart des experts s'accordent à dire qu'il faudrait au moins un point de plus pour sauvegarder notre modèle social et notre pouvoir d'achat.

M. Yves Censi. Très bien !

M. Michel Vergnier. La croissance, vous allez la créer avec les dents ?

M. Yves Vandewalle. Le projet de loi que vous nous soumettez est donc une heureuse initiative dont j'approuve le principe puisque, voici un an, j'ai cosigné une proposition de loi visant à interdire tout déficit de fonctionnement du budget de l'État. En effet, il est plus que temps de concrétiser l'objectif d'équilibre défini à l'article 34 de notre Constitution.

Pour ce faire, vous nous proposez de modifier en créant notamment un instrument juridique nouveau, les lois-cadres d'équilibre des finances publiques. Cela va certainement dans le bon sens, mais il est à craindre que cela ne soit pas suffisant pour changer des habitudes qui sont profondément ancrées, à droite comme à gauche, et prendre des décisions politiques courageuses, résistant aux alternances politiques.

Monsieur le ministre, je voterai ce projet de loi mais j'espère que nous irons rapidement plus loin.
(*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)